



**Global Network of Sex Work Projects**  
Promoting Health and Human Rights

**Rapport communautaire : La participation des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe au C19RM du Fonds mondial en 2022 et les bénéfices qu'elles en ont tirés**



## Considérations générales

---

Le Dispositif de riposte à COVID-19 (C19RM) a été élaboré par le Fonds mondial afin de lutter contre la maladie de façon plus efficace. Le C19RM de 2022 a été créé pour répondre aux critiques et aux préoccupations soulevées par les populations et les communautés clés qui n'avaient pas été impliquées dans le processus de riposte initial et qui n'en n'avaient donc pas profité. Toutefois, une enquête menée auprès des organisations dirigées par des travailleurSEs du sexe membres de NSWP a montré que le C19RM ne fonctionnait pas bien pour la plupart des travailleurSEs du sexe et constaté que peu d'informations circulaient dans les pays, que la communication était insuffisante, que la participation à la planification et à la rédaction des demandes de financements était faible et que très peu de financements étaient alloués aux organisations gérées par des travailleurSEs du sexe.

Depuis avril 2020, le C19RM a alloué 4,3 milliards de dollars à 131 pays pour limiter l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et pour améliorer d'urgence les systèmes de santé formels et communautaires.

Le C19RM finance les domaines suivants : la riposte à COVID-19, l'adaptation des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme à la pandémie de COVID-19, et le renforcement des systèmes de santé formels et communautaires. Ces trois domaines devraient également intégrer des activités transversales qui renforcent les initiatives communautaires de lutte contre la COVID-19 et viennent appuyer le processus de préparation à la pandémie.

## Méthodologie

---

Le présent rapport repose sur une enquête menée auprès des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe membres de NSWP dans tous les pays éligibles au C19RM. L'objectif de l'enquête était de mieux comprendre comment les travailleurSEs du sexe étaient impliqués (ou non) dans les processus du C19RM au niveau national : les priorités et les besoins des travailleurSEs du sexe étaient-ils pris en compte ? Des financements étaient-ils accordés à des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe pour les activités relatives à COVID-19 ? Les travailleurSEs du sexe ont-elles/ils profité des financements alloués dans le cadre du C19RM ?

L'enquête a été réalisée sur une période de deux mois avec Survey Monkey et des rappels ont été envoyés toutes les deux semaines afin d'encourager le plus grand nombre possible de participantEs à répondre. L'enquête a été traduite en russe, en français, en espagnol et en anglais, et s'articulait autour de quatre grandes questions. Pour chaque question, il était possible de répondre par « oui », « non » ou « je ne sais pas » et d'ajouter des informations complémentaires.

61 personnes de 38 pays ont répondu à cette enquête. 36 enquêtes étaient en anglais, 14 en espagnol, 9 en français et 2 en russe.

Ont participé à l'enquête les travailleurSEs du sexe des pays suivants : L'Afrique du Sud, le Cameroun, l'Inde, la Malaisie, le Sud-Soudan, le Burkina Faso (2), l'Ukraine (2), l'Équateur (6), la Bolivie (5), le Monténégro, la Tanzanie, le Kenya (5), la Colombie (2), la Côte d'Ivoire (3), le Nigeria, le Pakistan, la Thaïlande, le Burundi (2), le Sénégal (2), Sierra Leone, Namibie (2), la République démocratique du Congo, la Guyane, le Pérou, le Zimbabwe, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Indonésie, le Salvador, le Ghana, le Népal, la Zambie, l'Ouganda (2), le Liberia, le Myanmar, les îles Fidji, le Bénin, les États-Unis (2) et les Pays-Bas.

Les questions proposées dans l'enquête étaient les suivantes :

1. Avez-vous participé au dialogue national ou à l'élaboration d'une demande de financement dans le cadre du C19RM dans votre pays ?



2. Les priorités des travailleurSEs du sexe ont-elles été identifiées et prises en compte dans la demande finale de financement envoyée par votre instance de coordination nationale (ICN) au Fonds mondial dans le cadre du C19RM ?
3. Lorsque les financements accordés à votre pays dans le cadre du C19RM ont été versés, savez-vous des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont reçu des fonds pour leurs activités relatives à COVID-19 ?
4. À votre avis, les travailleurSEs du sexe ont-elles/ils profité de quelque façon que ce soit des financements alloués dans le cadre du C19RM dans votre pays ?

ces réunions, et pas seulement ceux des travailleurSEs du sexe. Les occasions d'exercer une influence directe sont donc limitées et la participation à un dialogue national ne devrait pas constituer un indicateur principal de la participation des travailleurSEs du sexe au Fonds mondial. Il est également très préoccupant de constater que plus d'un tiers des personnes interrogées n'avaient pas été informées de l'existence du C19RM dans leur pays. Toutes les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe qui sont membres de NSWP ont été informées de la possibilité d'obtenir un financement dans le cadre du C19RM. Sans cela, nombre d'entre elles n'auraient pas eu connaissance des financements proposés dans le cadre du C19RM dans leur pays.

27 travailleurSEs du sexe sur les 61 ayant répondu à l'enquête ont confirmé avoir identifié et inclus leurs priorités dans la demande de financement soumise au Fonds mondial. Cela montre que la situation s'est améliorée par rapport à la première version du C19RM et peut encore l'être. Concernant les obstacles à la priorisation des besoins des travailleurSEs du sexe identifiés lors des consultations avec les travailleurSEs du sexe, les ICN n'ont souvent pas organisé de dialogues sectoriels. Il n'est pas inhabituel pour les ICN de réunir toutes les parties prenantes lors d'une seule grande réunion, ce qui rend difficile la prise en compte des besoins des travailleurSEs du sexe.

And Soppekku, le partenaire national de NSWP au Sénégal, a pour sa part participé qu'au dialogue national mais n'a demandé aucun financement. Elles/ils ont toutefois été en mesure de proposer leurs priorités pour les travailleurSEs du sexe à inclure dans la demande de financement du C19RM. Ces priorités ont ensuite été incluses dans la version finale de la demande soumise au Fonds mondial. Sans les financements versés par NSWP, And Soppekku n'aurait pas pu organiser la consultation des communautés de travailleurSEs du sexe et préparé ses priorités.

And Soppekku a reçu des fonds par l'intermédiaire de ANCS, un sous-récepteur de DGCD/MOH, pour les activités suivantes :

- Discussions entre pairs (5 personnes par activité) sur la transmission du COVID19.

## Résultats

### La participation des travailleurSEs du sexe à l'élaboration des demandes de financement dans le cadre du C19RM

24 participantEs sur 61 ont indiqué qu'ils avaient eu l'opportunité de participer à la fois au dialogue national et à l'élaboration des demandes de financement, ce qui doit être considéré comme un point positif. 22 participantEs ont pu participer au dialogue national mais ne savaient rien des processus du C19RM dans leur pays. Un quart des participantEs ont déclaré qu'ils ne savaient rien du C19RM, ni du dialogue national, ni de la possibilité de proposer des priorités dans le cadre de la demande de financement pour le C19RM dans leur pays. Bien qu'il soit positif que les trois quarts des personnes interrogées aient participé aux dialogues nationaux, il est préoccupant de constater que près de la moitié d'entre elles ont déclaré ne rien savoir des processus du C19RM. Lorsque l'on examine ces chiffres, il est important de comprendre la nature des dialogues qui ont lieu dans les pays. Ils ne concernent presque jamais une seule communauté, telles que les travailleurSEs du sexe par exemple, mais consistent en de grandes réunions auxquelles participent toutes les populations et les communautés clés. Les priorités et les besoins de nombreux groupes différents sont examinés lors de



- Discussions classiques (10 travailleurSEs du sexe par activité) sur les vaccins contre COVID (promotion des vaccins).
- Distribution de préservatifs et lubrifiant.
- Distribution de masques et de produits désinfectants contre COVID.

Concernant l'efficacité du C19RM pour les travailleurSEs du sexe au Sénégal, And Soppeku a fait remarquer :

---

**« Il nous manquait des activités de plaidoyer menées par la communauté auprès des autorités sanitaires et judiciaires. Pendant les périodes de confinement et de mesures d'urgence, les prestataires [de santé] ne recevaient qu'un nombre limité de patients par jour et les travailleurSEs du sexe étaient parfois très peu consultés pendant ces périodes de restriction. De nombreux policiers ont également profité de la situation pour racketter encore davantage les travailleurSEs du sexe, même à leur domicile. »**

*And Soppeku, Sénégal*

---

Les commentaires de And Soppeku montrent bien que la riposte face à COVID-19 ne consiste pas seulement à envoyer de l'argent aux pays. Pour les travailleurSEs du sexe, COVID-19 ne représente pas simplement un risque pour leur santé. Les confinements et les mesures d'urgence ont souvent servi à justifier un harcèlement plus important des travailleurSEs du sexe. COVID-19 a également une dimension sociale et cet aspect de la riposte à COVID-19 n'a pas fait l'objet d'une attention suffisante.

La plupart des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe n'ont pas été en mesure de fournir d'informations sur les financements qui leur ont été accordés pour les activités relatives à COVID-19. Ce constat est cohérent avec l'observation faite précédemment concernant le manque de communication au niveau national. Quatre participantEs ont indiqué que les priorités du C19RM dans leur pays étaient problématiques. Ils ont signalé que les projets financés par le Fonds mondial donnaient la priorité aux tests de dépistage

et aux traitements PrEP plutôt qu'aux besoins et aux priorités des travailleurSEs du sexe qui sont déterminants pour l'accès à la santé et aux soins.

---

Les commentaires relatifs au programme ont mis en évidence que les fonds du C19RM n'ont pas toujours été utilisés comme ils auraient dû l'être. L'argent aurait dû servir à répondre aux besoins et priorités des travailleurSEs du sexe face à l'épidémie de COVID-19 et à ses conséquences graves. Compte tenu du nombre relativement limité de réponses, il convient de faire preuve de circonspections mais cela pourrait indiquer un problème plus large concernant l'orientation des programmes C19RM du Fonds mondial.

Quelques organisations ont présenté un bilan positif des financements reçus pendant COVID-19 ainsi que des avantages qu'elles en ont tirés.

---

**« Le Mouvement des travailleurSEs du sexe de Sisonke a obtenu un financement lors de COVID-19 afin de garantir que les travailleurSEs du sexe ne sont pas laissés pour compte. »**

*Une participante*

---

Plusieurs organisations ont indiqué qu'elles avaient utilisé l'argent pour acheter du matériel de protection, comme des masques et des gels désinfectants, pour les travailleurSEs du sexe, et pour proposer des bons alimentaires aux travailleurSEs du sexe en situation d'extrême pauvreté. En 2021, le Strumphet Alliance Network a bénéficié d'une aide financière par l'intermédiaire d'APNSW et reçu 1 060 dollars pour « Promouvoir et protéger les droits humains des travailleurSEs du sexe » et les aider à survivre pendant la pandémie. D'autres organisations ont pu obtenir un financement pendant la pandémie de COVID-19 alors qu'ils ne recevaient aucune autre aide de la part du Fonds mondial. D'autres organisations encore ont pu bénéficier d'une campagne nationale de plus grande envergure. Une participante a déclaré :



- « À notre connaissance, les gestionnaires des fonds n'ont pas accordé de financements spécifiques à COVID-19 à des organisations de travailleurSEs du sexe. Cependant, une grande campagne rattachée aux programmes des gestionnaires des Fonds pour notre pays a été menée autour de COVID-19, d'abord en relation avec le VIH par exemple et plus tard en association pour les services offerts par nos organisations engagées dans la défense des travailleurSEs du sexe. »

D'autres commentaires témoignent toutefois du manque de financement des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe par le C19RM. Par exemple :

- « Aucune organisation gérée par des travailleurSEs du sexe n'a été contactée. »
- « Étant directement en contact avec les membres de la communauté des travailleurSEs du sexe, il n'y a pas eu de discussion sur la C19, ni de questions de la part des travailleurSEs du sexe. Cela montre bien que nous n'avions pas connaissance du C19RM. »
- « Au Kenya, dans le comté de Kakamega, nous n'avons reçu aucune information de la part des partenaires du Fonds mondial et, en ce qui concerne notre programme en particulier (PITARP Community Based Organization), nous n'avons reçu aucun financement. »
- « Les travailleurSEs du sexe n'ont pas participé à la planification ou à la rédaction de la demande de financements pendant COVID-19. Si des fonds ont été alloués aux travailleurSEs du sexe dans certains pays, rien ne nous a été donné. Nous n'avons reçu d'aide que de nos partenaires régionaux (APNSW et NSW). »
- « Nous n'avons pas eu l'occasion de participer à la rédaction de la demande de financement ou au budget ou à la planification. »
- « Ils n'ont pas pris contact avec les organisations locales. »
- « J'ai dit non parce que l'ICN de mon pays n'a pas consulté la communauté des travailleurSEs du sexe et que nous n'avons pas vu les documents qui ont été soumis. »

- « Les travailleurSEs du sexe en RDC sont excluEs, marginaliséEs, victimes de violences de toutes sortes et ne suscitent jamais l'intérêt des décideurs ou des bailleurs de fonds. Et aucun soutien ou financement n'est proposé. »
- « Les financements sont allés à des organisations qui soutiennent les personnes vivant avec le VIH et non à des organisations de populations clés. »
- « Rien pour les travailleurSEs du sexe. »

Ces réponses montrent que le C19RM a ignoré de nombreuses organisations gérées par des travailleurSEs du sexe. Elles mettent en évidence que les travailleurSEs du sexe ont été excluEs, accidentellement ou intentionnellement, par l'ICN et le bénéficiaire principal, et que les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe n'ont eu qu'un accès très limité aux financements alloués pour les activités relatives à COVID-19. Ces résultats ne sont que des indicateurs précoces de problèmes beaucoup plus importants rencontrés une fois que les financements du C19RM sont versés à un pays.

L'un de ces problèmes concerne l'absence d'un processus de suivi adéquat pour contrôler la manière dont les fonds alloués au C19RM ont été distribués et dépensés.

Dans l'ensemble, les réponses des participantEs indiquent que très peu des financements du C19RM sont parvenus aux organisations gérées par des travailleurSEs du sexe. Cela soulève un certain nombre de questions concernant la participation des travailleurSEs du sexe au processus d'allocation des fonds. Le manque de communication au niveau des pays est également un problème. Les travailleurSEs du sexe (et probablement d'autres populations clés) n'ont simplement pas accès aux informations.

Bien qu'il y ait eu une certaine amélioration dans la prise en compte des priorités des travailleurSEs du sexe dans les demandes de financement et dialogues nationaux, la plupart des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe n'ont pas été financées pour la mise en œuvre des activités. Malgré la participation des travailleurSEs du sexe aux dialogues nationaux et même à l'élaboration des demandes de financement, il est clair que la plupart des organisations gérées par des travailleurSEs



n'ont reçu aucun financement pour la mise en œuvre des activités.

Cela laisse supposer qu'il existe une faille importante dans le système du Fonds mondial. Les travailleurSEs du sexe peuvent être suffisamment impliqués pour permettre à l'ICN et au pays de répondre aux attentes du Fonds mondial en termes de participation, mais pas suffisamment pour participer à la mise en œuvre des financements. Un certain nombre d'organisations gérées par des travailleurSEs ont pu participer au dialogue national, certaines ont pu participer à l'élaboration de la demande de financement et plusieurs ont pu proposer leurs priorités à l'équipe de rédaction et/ou à l'ICN. Mais la majorité des réponses recueillies indique que cela n'est pas allé plus loin. Cela signifie que le système est défaillant car il semble qu'aucun suivi efficace ne soit assuré une fois que les financements sont versés aux pays pour garantir que les populations clés ont accès à l'argent.

Il semble que les mécanismes de contrôle et de suivi qui auraient dû être mis en œuvre ne l'ont pas toujours été ce qui pose la question de savoir à qui incombe la responsabilité de remédier à cette situation problématique. Si le Fonds mondial veut occuper une position de leader mondial en matière de préparation et de riposte aux pandémies et rester fidèle aux engagements pris dans sa nouvelle stratégie, il se doit de résoudre ce problème.

Toutefois, lorsque des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont pu bénéficier d'un financement du C19RM, ce qui n'est pas arrivé souvent, les retombées positives pour la communauté ont été évidentes. Bien que peu de fonds aient été alloués aux organisations gérées par des travailleurSEs du sexe pendant la pandémie, celles qui en ont bénéficié en ont profité à différents égards :

- « Les financements ont été utiles car certaines organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont pu, grâce à cet argent, faciliter l'émancipation économique de leurs membres. »
- « Grâce aux financements du C19RM du Fonds mondial, de nombreux projets ont été mis en œuvre pour lutter contre COVID et la tuberculose dans le pays. Bien qu'il existe des projets d'aide financière et alimentaire destinés spécifiquement aux travailleuses du sexe, il n'y

en a pas beaucoup, et je pense que nous n'avons pas couvert l'ensemble de la population des travailleuses du sexe dans le pays et qu'elles ont toujours besoin d'un soutien plus important. »

- « Toutefois, seulement 2 organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont reçu des fonds et elles n'ont pas pu étendre leur action à d'autres régions où les besoins des travailleurSEs du sexe sont importants. »
- « Oui, les travailleuses du sexe ont effectivement bénéficié de cette aide pour leurs besoins essentiels, des Kits de dignité et du matériel de protection contre COVID, nous avons effectué des visites à domicile auprès des membres et mené des actions de sensibilisation à COVID auprès des travailleuses du sexe. »
- « Absolument oui. La clinique mobile a continué à fonctionner, des équipements de protection individuelle, des services de conseil et de dépistage du VIH et des IST, une incitation au dépistage de la COVID, des équipements de protection individuelle et la prise en charge des patients ont été assurés (Ukraine). »
- « Grâce aux financements du C19RM, les organisations de la Commission de la condition des femmes ont pu recevoir de l'argent par l'intermédiaire de l'ANCS (organisation nationale de la société civile). Les fonds du C19RM sont hébergés au ministère de la santé et l'ANCS est le récipiendaire de ces fonds et les organisations de travailleuses du sexe sont des sous-réceptaires. Elles mettent en œuvre les activités prévues dans leurs priorités lors des dialogues nationaux. »

Colectivo Flor de Azalea, en Équateur, s'est exprimé concernant l'impact des fonds du C19RM pour les travailleurSEs du sexe :

---

**« Ces nouveaux fonds du C19RM pour la COVID nous ont aidés une fois de plus à nous approprier la question du VIH et du travail du sexe, mais plus que tout, elle nous a permis d'identifier nos besoins et nos priorités, de renforcer notre**



**autonomie, de nous unir et de parler d'une seule voix. Le problème, c'est que les ressources sont arrivées trop tard. Les besoins étaient immédiats, de nombreuses collègues sont mortes, elles n'avaient rien à manger, aucun matériel de protection et elles ont été infectées à nouveau, et le soutien apporté aux victimes de violence ou aux personnes malades de la COVID était simplement un bon d'achat alimentaire. Ils ont voulu supprimer cette aide parce que, selon le ministère de la santé, cela n'est plus nécessaire avec le vaccin, mais ils ne voient pas émerger les autres épidémies ni les conséquences de COVID sur les populations. Il y a un parti pris de vouloir voir les choses du point de vue épidémiologique et de ne pas voir les déterminants sociaux qui affectent les populations qui sont actuellement les plus exposées : non seulement la pandémie de COVID mais aussi la violence, les tueurs à gages, le vol, le chantage... »**

*Colectivo Flor de Azálea, Équateur*

En Équateur, comme au Sénégal, les difficultés plus générales liées à l'alimentation, à la perte de revenus, à l'incapacité de travailler, etc. n'ont pas été prises en compte dans le cadre de la riposte à COVID et cela a entraîné de sérieuses difficultés pour la communauté des travailleurs du sexe. Le Colectivo Flor de Azalea a participé au dialogue dans le pays et à l'élaboration de la demande de financement du C19RM. Elles/ils ont été en mesure de proposer leurs priorités pour les travailleurSEs du sexe qui ont ensuite été incluses dans la version finale de la demande de financements soumise au Fonds mondial.

Lorsque les fonds ont été versés au pays, le Colectivo Flor de Azalea a été informé de la manière dont les fonds du C19RM seraient utilisés : les activités de prévention de la COVID et du VIH ; la lutte contre la violence basée sur le genre au sein de la population des travailleurSEs du sexe ; la promotion de l'information sur le COVID, la violence et le VIH ; les kits de prévention du COVID, du VIH et de la violence basée sur le genre, et la mise en place de tests de dépistage du COVID et du VIH.

Toutefois, le plaidoyer en faveur des travailleurSEs du sexe a été efficace et certaines des priorités ont

au moins reçu une certaine attention. Le Colectivo Flor de Azalea a reçu des financements pour les activités suivantes : la prévention, le matériel et la riposte à la violence basée sur le genre ; les ressources économiques pour les survivants ; les campagnes de communication et l'achat de kits de prévention de la violence basée sur le genre.

SUCOS, la seule organisation gérée par des travailleurSEs du sexe au Suriname, a aussi participé à la fois au dialogue national et à l'élaboration de la demande de financement pour le C19RM.

Elles/ils ont pu s'assurer que les priorités des travailleurSEs du sexe ont été transmises à l'ICN et que ces priorités ont été incluses dans la demande finale de financement soumise au C19RM du Fonds mondial.

Cependant, une fois que les financements du C19RM ont été versés au pays, la situation des travailleurSEs du sexe s'est compliquée.

SUCOS a constaté que les bons alimentaires et une petite contribution au loyer n'étaient mis à la disposition que d'un petit nombre de travailleurSEs du sexe. Seules les femmes en situation d'urgence qui en faisaient la demande pouvaient accéder aux centres d'hébergement pour femmes, mais la plupart des travailleuses du sexe sans domicile fixe n'y avaient pas accès.

La situation financière des travailleurSEs du sexe était d'autant plus compliquée que les fonds alloués n'étaient pas proportionnels à la taille de la communauté des travailleurSEs du sexe.

Les fonds qui ont été alloués ont souvent été appropriés par d'autres organisations qui ne sont pas gérées par des travailleurSEs du sexe.

Dans le but d'apaiser les autres parties prenantes (ONG, OSC), l'ICN a décidé que tous les fonds du C19RM destinés aux travailleurSEs du sexe devraient être répartis équitablement entre des organisations de la société civile qui n'ont que peu ou pas de contacts avec les travailleurSEs du sexe. Cela a considérablement désavantagé SUCOS et l'a empêché de soutenir les travailleurSEs du sexe lors de la pandémie de COVID-19.

Bien que SUCOS ait participé au dialogue national, à l'élaboration de la demande de financement et que



les priorités des travailleurSEs du sexe aient été incluses dans la version finale soumise au Fonds mondial, SUCOS n'ont pas le sentiment que les travailleurSEs du sexe aient tiré un réel bénéfice du C19RM. Les confinements et les autres restrictions de mouvement ont sérieusement limité la capacité des travailleurSEs du sexe à faire leur travail et à gagner de l'argent pour nourrir leur famille. Les bons alimentaires et les petites aides au loyer étaient nettement insuffisants, ce qui a entraîné de grandes difficultés pour les travailleurSEs du sexe au Suriname. La pression exercée par d'autres organisations sans lien avec le travail du sexe pour obtenir une partie des fonds alloués aux activités des travailleurSEs du sexe et la démarche d'apaisement politique adoptée par l'ICN expliquent pourquoi les financements du C19RM n'ont pas profité à la plupart des travailleurSEs du sexe du Suriname.

De nombreuses autres organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont indiqué n'avoir reçu aucun financement du C19RM.

- « Nous n'avons toujours rien reçu. »
- « Les travailleurSEs du sexe n'en ont pas profité parce qu'elles/ils n'ont pas été impliqués dans la mise en œuvre et que même les priorités n'ont pas été prises en compte. »
- « En tant qu'organisations gérées par des populations clés, nous nous sentons exclues de la planification et de la mise en œuvre. À l'avenir, ces financements devraient être accordés directement aux organisations qui travaillent directement avec les différentes populations clés, alors que le représentant des populations clés à l'ICN a refusé d'approuver le C19RM parce qu'il a eu peu de temps pour le faire mais n'a pas été impliqué dans la planification. »
- « Nous sommes la seule organisation dirigée par des travailleurSEs du sexe dans le pays et nous ne savons pas si les travailleurSEs du sexe ont reçu des financements du C19RM. C'est la première fois que nous entendons parler de ce financement. »
- « Avant, il y avait des représentantEs à l'ICN. Après l'arrivée de COVID, personne ne s'est rendu à aucune réunion. »
- « Je ne sais pas si les travailleurSEs du sexe en profitent, car je n'ai connaissance d'aucune organisation de travailleurSEs du sexe ayant reçu un financement C19RM du Fonds mondial. »
- « Rien du tout. Nous avons acheté des masques et des désinfectants pour les mains dans les magasins afin de les utiliser avec nos membres. Nous n'avons reçu aucune aide. Aucun masque n'a été distribué gratuitement. Mais nous avons beaucoup plus souffert de la COVID-19 en Papouasie-Nouvelle-Guinée à cause des restrictions et nous n'avions rien à donner à manger à nos enfants, dont beaucoup n'ont pas de père. »
- « À ce jour, nous n'avons toujours aucune idée des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe qui ont reçu une aide financière, des montants distribués et des programmes mis en œuvre. »
- « Elles n'ont rien reçu. La répartition des financements en RDC ne tient pas compte des droits des travailleurSEs du sexe. Les projets des travailleurSEs du sexe ou les projets des organisations de travailleurSEs du sexe n'ont pas été financés. »

Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont signalé que plusieurs mois après C19RM, les travailleurSEs du sexe n'ont toujours pas reçu d'argent. Elles continuent d'être exclues des processus du C19RM dans les pays et la communication reste faible voire non existante. Les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ne sont toujours pas sélectionnées comme sous-réceptaires du C19RM et l'ICN n'informe pas la communauté de la façon dont les fonds sont utilisés.

Si dans certains pays, les travailleurSEs du sexe ont pu tirer profit du C19RM, la plupart du temps, cela n'a pas été le cas. La plupart des travailleurSEs du sexe dans le monde ont perdu tout ou partie de leurs revenus en raison des restrictions imposées pendant la pandémie et parce qu'elles/ils étaient exclus des dispositifs nationaux d'aide d'urgence. Pourtant, la plupart des programmes du C19RM n'en ont pas tenu compte.





## Conclusion

---

Le Dispositif de riposte à COVID-19 (C19RM) n'a pas bien fonctionné pour la plupart des travailleurSEs du sexe. Malgré les efforts répétés de NSWP et de l'équipe de l'Initiative stratégique sur les questions liées aux communautés, aux droits et aux genres du Fonds mondial pour que les travailleurSEs du sexe puissent participer plus activement aux processus du C19RM, peu de choses ont changé. La participation aux dialogues dans les pays a augmenté et davantage des priorités des travailleurSEs du sexe sont désormais incluses dans les demandes de financement. Pourtant, la situation des travailleurSEs du sexe ne s'est pas améliorée et trop peu d'organisations gérées par des travailleurSEs du sexe parviennent à être sous-réceptives. Tout comme les travailleurSEs du sexe sont exclus des mécanismes d'allocation des fonds du Fonds mondial et de leur mise en œuvre dans les pays, elles/ils sont également exclus du C19RM. Cela indique qu'il existe un problème systémique que le Fonds mondial n'a pas résolu ou qu'il choisit d'ignorer. Des mécanismes efficaces de suivi doivent être mis en œuvre pour garantir que les travailleurSEs du sexe ont accès aux financements versés aux pays. Le C19RM a été lancé à la hâte en réponse à la crise de COVID-19. Les délais de soumission des demandes de financement par les ICN étaient très courts. Les organisations gérées par les travailleurSEs du sexe ont ainsi été mises sous pression pour organiser des consultations, préparer les priorités des travailleurSEs du sexe, participer aux dialogues nationaux et soumettre leurs priorités à l'ICN. Tout cela est venu s'ajouter à leur travail habituel dans le contexte de la COVID-19, ainsi qu'à la nécessité de trouver des fonds pour survivre en tant qu'organisation, sans aucun soutien financier supplémentaire pour compenser le personnel pour le travail supplémentaire qu'il devait fournir. Malgré ces efforts et les conditions difficiles dans lesquelles ils ont été réalisés, la plupart de ces organisations n'ont pas reçu de financement.

Dans les rares cas où des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe ont reçu des fonds du C19RM, les personnes interrogées ont rapporté que cela avait été positif pour les travailleurSEs du sexe. L'argent qu'elles ont perçu leur a permis de mettre en œuvre des programmes efficaces pour la

communauté des travailleurSEs du sexe. Le Fonds mondial doit redoubler d'efforts pour s'assurer que les fonds atteignent davantage de travailleurSEs du sexe dans un plus grand nombre de pays.

## Recommandations

---

- La participation à un dialogue national ne doit pas être un indicateur d'engagement car les dialogues nationaux ne donnent pas nécessairement la priorité aux besoins des travailleurSE du sexe.
- Des instructions plus claires doivent être données aux ICN pour qu'elles puissent communiquer efficacement avec les travailleurSEs du sexe et les autres populations clés.
- Les ICN et les réceptives principaux doivent être informés que les activités relatives au travail du sexe doivent être mises en œuvre par les organisations gérées par des travailleurSEs du sexe.
- La procédure de demande de financement du C19RM doit être améliorée et davantage de ressources doivent être mises à disposition pour la consultation des travailleurSEs du sexe.
- Les mécanismes de suivi doivent être améliorés une fois que les fonds du C19RM sont versés à un pays.
- Le financement des activités des travailleurSEs du sexe doit passer par des organisations gérées par des travailleurSEs du sexe.



Mitchell House, 5/5 Mitchell Street,  
Edinburgh, Scotland, UK, EH6 7BD  
+44 131 553 2555  
[secretariat@nswp.org](mailto:secretariat@nswp.org)  
[www.nswp.org](http://www.nswp.org)

NSWP est une société privée à but non lucratif et à responsabilité limitée.  
Société N° SC349355

PROJET SOUTENU PAR :

